

CHAQUE SEMAINE DE PARAISSANT LE SAMEDI

ABONNEMENTSETANNONCES

Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie nationale à Rufisque.

Les annonces doivent être remises à l'Imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables

Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs

TARIF DES ABONNEMENTS

VOIE NORMALE Six mois Un an

Six mois

VOIE AERIENNE

20.000f. 40.000f

23.000f · 46.000f

Année ant. 700f.

Un an

Sénégal et autres Etats

de la CEDEAO 15.000f 31.000f.

Etranger: France, RDC R.C.A. Gabon, Maroc.

Algérie, Tunisie. Etranger: Autres Pays

Prix du numéro...... Année courante 600 f Par la poste : Majoration de 130 f par numéro

Journal légalisé 900 f Par la poste

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 1.000 francs

Chaque annonce répétée...Moitlé prix

(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).

Compte bancaire B.I.C.I.S. nº 1520 790 630/81

MMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

DECISIONS

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

2021 20 juillet	Décision n	°	2/C/2021	.,	969
22 juillet	Décision n	1°	3/C/2021		980

OFFICIELLE PARTIE

DECISIONS

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

DECISION Nº 2/C/2021 AFFAIRE N° 2/C/21

DEMANDEURS:

M. Cheikh Mamadou Abiboulaye DIEYE, député à l'Assemblée nationale, agissant en son nom propre et au nom des députés Mme Aïssatou MBODJ, MM. Mamadou Lamine DIALLO, Malick GUEYE, Déthié FALL, Mansour SY, Mme Oulimata GUIRO, MM. Aboubacar THIAW, Ousmane SONKO, Mamadou DIOP, Cheikh Tidiane NDIAYE, Serigne Cheikh Abdou MBACKE, Cheikh Abdou MBACKE, Mady DANFAKHA, Mme Mame Diarra FAM, M. Toussaint MANGA, Mme Marie Saw NDIAYE, M. Mor KANE, Mmes Woré SARR, Rokhaya DIOUF et Aminata KANE;

SEANCE DU 20 JUILLET 2021 MATIERE CONSTITUTIONNELLE

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL,

Statuant en matière constitutionnelle, conformément à l'article 74 de la Constitution et à l'article premier de la loi organique n° 2016-23 du 14 juillet 2016 relative au Conseil constitutionnel, a rendu la décision dont la teneur suit :

VU la Constitution;

VU la loi organique nº 2016-23 du 14 juillet 2016 relative au Conseil constitutionnel;